

FRANCE MONDE

Le chiffre

11.6 C'est, en millions, le nombre record de téléspectateurs qui ont suivi la soirée des « Enfoirés » sur TF1



La phrase

« C'est regrettable, car la politisation de l'histoire ne sert personne » (Carl Bildt)

Après que le parlement suédois eut qualifié de génocide la tuerie des Arméniens par les Turcs (1915)



Aujourd'hui

Journée à haut risque à Bangkok

Des dizaines de milliers de partisans de l'ex-Premier ministre Thaksin réclament la chute du gouvernement

France Télévisions

La soirée électorale à la télé sans doute perturbée

La soirée électorale risque d'être perturbée sur France Télévisions pour le premier tour des régionales, la CGT ayant déposé un préavis de grève sur le délicat dossier de la nouvelle convention collective du groupe public. La direction a affirmé hier qu'elle mettrait tout en œuvre pour limiter les perturbations « afin que les téléspectateurs puissent bénéficier, dans les meilleures conditions, du travail d'information de l'ensemble des rédactions du service public ». La mobilisation s'annonce toutefois forte, selon la CGT, qui fait peser de lourdes menaces sur la soirée électorale de France 2, programmée de 19h55 à 21h35, et surtout sur celle de France 3 et de ses 22 antennes régionales, où un important dispositif est prévu, de 20h15 à 23h50.

Difficiles négociations

L'impact de la grève ne pourra cependant être évalué que cet après-midi, car plus de la moitié du personnel prend son service à 14 heures. Certaines régions, comme l'outre-mer, pourraient être dans l'incapacité totale d'assurer la soirée. Dans les autres régions, en fonction du nombre de grévistes, « certains

reportages et réactions seront difficiles à faire », annonce la CGT. Celle-ci s'est engagée à ne pas provoquer de perturbations « sauvages » tels que l'envahissement des plateaux. Elle a néanmoins averti que « si la direction fait appel à des moyens du privé ou met des cadres aux manettes pour remplacer les techniciens grévistes, cela mettra le feu aux poudres ». Direction et syndicats ont entamé en janvier des négociations pour une nouvelle convention collective, qui doivent aboutir avant le 7 juin. Cette nouvelle convention entre dans le cadre de la loi réformant l'audiovisuel public qui a transformé France Télévisions, auparavant constituée d'une quarantaine de sociétés, en une entreprise commune. En mars 2008, un préavis de grève avait déjà menacé la couverture des élections municipales sur les antennes du groupe public. La soirée s'était déroulée normalement mais il avait été précisé à l'antenne que l'émission avait été réalisée notamment par du personnel gréviste. Sur TF1, qui accorde généralement moins de place aux débats d'après élections, la soirée électorale est programmée de 19 h 30 à 21 heures.

Mobilisation La jeune Marocaine expulsée voici trois semaines est revenue en France hier

Retour en fanfare pour Najlae

Autorisée à revenir par Nicolas Sarkozy, Najlae Lhimer a fait un retour triomphal hier à Orly

Expulsée en février de France vers le Maroc la jeune lycéenne a déclaré être « énormément contente » à sa descente de l'avion qui l'a ramenée de Casablanca, devant une cohue de journalistes. Accueillie par une fanfare et de nombreux bouquets de fleurs, cette jeune fille de 19 ans a ajouté qu'elle ne s'attendait pas à autant de monde.

Sans papiers, elle avait été expulsée après avoir voulu déposer plainte pour maltraitance contre son frère.

Une cinquantaine de personnes, parmi lesquelles des membres de Réseau éducation sans frontières (RESF), qui avaient dénoncé son expulsion, attendaient la jeune femme à sa sortie d'avion, tenant des pancartes à son effigie.

Une dizaine de jeunes du lycée Françoise-Dolto, d'Olivet, dans le Loiret, où la jeune fille est scolarisée, étaient également là pour l'accueillir. «Le pays des gendarmes et des préfets l'a expulsée. Bienvenue dans celui de la solidarité et de la fraternité», proclamait une banderole. «Je suis très ému. Elle m'a manqué», a confié un ami de son lycée, Mohamed Abarkan, 18 ans. «Son expulsion m'a vraiment surpris. Je ne connaissais pas sa situation familiale», a-t-il ajouté.

Le 20 février, elle s'était rendue à la gendarmerie de Château-Renard



■ Najlae Lhimer, radiuse, hier à son arrivée à Orly.

Photo AFP

pour dénoncer les violences de son frère, mais elle avait été placée en garde à vue et immédiatement mise dans un avion pour son pays d'origine car elle faisait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français remontant au 24 novembre 2009.

D'autres cas

Lundi dernier, lors de la journée mondiale des femmes, le président de la République s'était dit « prêt à l'accueillir en France si elle le souhaite ». Deux jours plus tard, la jeune fille a obtenu son visa délivré par le consulat de France à Rabat.

Najlae Lhimer avait confié être «émue de retourner en France». Elle a aussi décrit une période «très dure»

de trois semaines au Maroc : «j'ai passé l'essentiel de ce séjour entre Rabat et Casablanca. C'est une famille d'accueil qui m'a hébergée à Rabat. Je n'ai pas vu mes parents qui sont à Oujda, et je n'ai pas de rapport avec eux».

« Plus jamais on ne doit répondre à une femme qui demande secours à la suite de violences par une expulsion. Ça doit être inscrit dans la loi », a martelé devant la presse à l'aéroport le sénateur PS du Loiret Jean-Pierre Sueur, un des soutiens de Najlae.

RESF a estimé de son côté qu'il fallait « que la menace de l'expulsion cesse de peser sur les milliers de jeunes, le plus souvent scolarisés, que les aléas de leurs vies ont amenés en France », citant plusieurs situations

de jeunes expulsés qui n'ont pas eu la chance de pouvoir revenir.

Najlae Lhimer a interpellé les journalistes sur le sort d'Hassan, un lycéen expulsé de France vers le Maroc, qu'elle a rencontré pendant son expulsion, souhaitant «qu'il revienne».

Cette revendication a été relayée par Salima Boulazhar, une apprentie de 18 ans, rentrée dimanche en France après avoir été expulsée au Maroc. Le retour de Mlle Lhimer «est une victoire. Mais je pense aussi à ceux qui sont expulsés », a-t-elle dit.

Najlae Lhimer devrait reprendre ses études au lycée Françoise-Dolto d'Olivet dès lundi et sera hébergée par la famille d'une de ses amies.

Ils ont dit

► Selon Réseau éducation sans frontières, Najlae Lhimer « était en France depuis 2005 pour échapper à un mariage forcé dans son pays ».

► Pour Harlem Désir, n° 2 du PS, le retour de la jeune Marocaine « procède du fait du prince et non des droits des femmes ».

► Sihem Habchi, présidente de Ni putes ni soumises, voit dans ce retour « un message lancé à toutes les femmes qui aujourd'hui peuvent se rendre dans les commissariats, dénoncer les violences qu'elles subissent et porter plainte ».

► Chantal Brunel, députée UMP assure que la décision du président de la République « anticipe la future loi dont l'une des mesures consiste à donner un titre de séjour aux femmes victimes de violences en situation irrégulière ».

Eboueurs La grève est terminée Marseille respire

LE MOUVEMENT DE GRÈVE qui paralysait depuis une semaine la collecte des déchets à Marseille a été suspendu hier à l'issue d'une réunion de négociation avec les salariés en préfecture. L'accord est intervenu alors que les poubelles s'entassaient sur les trottoirs de la deuxième ville de France, en raison d'une grève d'employés de la société privée ISS. En bloquant les deux centres de transfert des déchets de la ville, les grévistes empêchaient la collecte dans tout Marseille, y compris dans les arrondissements où le ramassage était assuré par les éboueurs du secteur public.

Ce conflit, énième du gen-

re à Marseille, était lié au renouvellement des marchés publics de propreté par la communauté urbaine. L'appel d'offres en cours a réduit le périmètre confié au privé dans le 2^e arrondissement au profit des éboueurs du secteur public et les salariés d'ISS craignaient de ne pas être tous repris par la société qui remportera le marché en mai.

Une masse de travail permettant à chacun de retrouver son emploi, a été définie au cours de la réunion d'hier avec la communauté urbaine de Marseille. Une demi-heure après l'annonce de la fin du conflit des camions ont commencé à nettoyer les rues.

express

Italie Berlusconi basta !

Plusieurs dizaines de milliers de personnes (200.000 selon les organisateurs) ont manifesté contre Silvio Berlusconi hier à Rome. La Piazza del Popolo était noire de monde. Beaucoup de pancartes proclamaient «Basta» («Assez»). Sur l'une d'elles on lisait « Votez Ali Baba, au moins vous savez que les voleurs ne sont que 40 ».

Irak Probable continuité politique

Le Premier ministre irakien al-Maliki creuse l'écart dans la course aux législatives en avançant largement ses rivaux dans la province-clé de Bagdad. Une victoire de Maliki à Bagdad, où se trouve le plus grand réservoir de sièges et dans les régions chiites du sud, lui assurerait de remporter ces législatives cruciales pour la stabilité du pays. Des tractations sont déjà en cours pour former le prochain gouvernement, qui ne devrait pas voir le jour avant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Israël L'Europe préoccupée

L'Union européenne a demandé à Israël de cesser de contrarier les efforts de reprise des négociations de paix, à la veille de la première visite dans la région de sa chef de la diplomatie, la Britannique Catherine Ashton. Emboitant le pas aux Etats-Unis qui ont dénoncé en des termes inhabituellement durs les nouveaux projets de construction de logements juifs à Jérusalem-est, Mme Ashton s'est dite très préoccupée par cette initiative.

Egypte Heurts entre musulmans et chrétiens

Vingt-quatre personnes ont été blessées lors d'affrontements entre chrétiens et musulmans dans le nord de l'Égypte. Les affrontements ont éclaté lorsque des musulmans se sont mis à lancer des pierres contre des ouvriers du bâtiment chrétiens, croyant qu'ils construisaient une église, alors qu'ils édifiaient le mur d'enceinte d'un hospice.

Régionales Plus de 44 millions de Français sont appelés aux urnes aujourd'hui

La participation, grande inconnue

ULTIMES distributions de tracts et tournées sur les marchés : les candidats aux régionales ont mis leurs dernières forces dans la bataille hier à la veille du premier tour, après une campagne difficile ponctuée de coups bas et de polémiques.

C'est le dernier grand rendez-vous électoral avant la présidentielle de 2012, dans un contexte marqué par la forte impopularité du président Nicolas Sarkozy, qui a insisté sur la dimension locale, et non nationale, du vote.

Outre l'abstention, que les sondages prédisent élevée voire à des niveaux record, une inconnue s'est immiscée dans le débat en dernière minute : dans quelle mesure la soirée électorale à la télévision sera perturbée par la grève annoncée ?

Du côté des modalités du scrutin, seules les listes ayant obtenu 10% des voix pourront se maintenir au deuxième

tour du 21 mars. Avec 5%, elles pourront fusionner avec une liste qui se maintient.

Ces fusions feront l'objet de négociations serrées entre le PS et Europe Ecologie dès ce soir, jusqu'à l'échéance fixée pour le dépôt des listes du second tour, c'est-à-dire mardi à 18 heures.

« Si tout le monde est de bonne volonté, il n'y aura pas de problème particulier », positive François Lamy, bras droit de la numéro un du PS Martine Aubry, dans le JDD. Pour le FN, annoncé devant le Front de gauche et le MoDem, l'enjeu est le maintien au second tour, seule manière d'avoir des élus. En 2004, il était présent dans 17 régions au second tour.

Actuellement, seules l'Alsace et la Corse sont gérées par la droite et à regarder les sondages, la gauche a le vent en poupe et devrait au moins préserver ses acquis.

Au niveau national, la der-

nière vague, vendredi, du baromètre Opinionway-Fiducial, donnait l'UMP et ses alliés à 29% d'intentions de vote au premier tour, et les listes PS à 27,5%. Il y a trois mois la majorité présidentielle recueillait 30% et le premier parti d'opposition 23%, selon le même institut.

Dans le camp présidentiel, les dernières grandes réunions publiques ont été une succession d'appels à la mobilisation.

Débats et polémiques

Entre les affaires Frèche, Soumaré, les attaques racistes ou sexistes, la campagne a été ponctuée de polémiques.

« C'est l'absence d'enjeu fort et clair dans cette élection qui a pour conséquence de tirer le débat vers le bas et de le ramener à des questions de personnes », expliquait début mars l'analyste Brice Teinturier, de la Sofres.



■ Un épicier d'Aquitaine propose des réductions, à ceux qui auront fait l'effort de voter.

Photo AFP

Ce dimanche quelque 44,2 millions d'électeurs sont donc appelés aux urnes pour départager 254 listes. Ils doivent désigner dans ce scrutin à deux tours les 1.880 conseillers régionaux qui siégeront pendant quatre ans dans 26 régions. Selon un sondage Ifo-

publié mercredi dernier seuls 53% des électrices et des électeurs seraient tout à fait certains d'aller voter au premier tour. Ce niveau s'il se confirmait constituerait un record de démobilisation, la participation en 1998, niveau le plus bas enregistré pour des régionales, ayant été de 55,38%. Il était de plus de 62% en 2004.

Cette fois-ci seulement 28% des 18-24 ans prévoient de participer au scrutin contre 71% des plus de 65 ans. 66% des cadres supérieurs ont l'intention de voter contre 33% des employés. Des chiffres qui pourraient, au final, resserrer les écarts entre droite et gauche, selon l'Ifo.

Cela ne suffira sans doute pas à inverser la tendance, mais un épicier bordelais a décidé de proposer demain une réduction de 5% à tous les clients qui auront bien accompli leur devoir électoral. Il suffira, pour en bénéficier, de présenter sa carte d'électeur tamponnée !

François Hulbert

Professeur à l'université de Metz et chercheur au centre d'études géographiques (CEGUM)

« Les régions sont le maillon faible des collectivités locales »

INTERVIEW

Quel constat dressez-vous ?

Les Régions restent le maillon faible des collectivités locales. Depuis 40 ans, les tentatives de leur donner du pouvoir ont échoué. Les départements l'ont toujours emporté. La Région devrait pourtant prendre le pouvoir, dans les domaines de l'économie ou de l'aménagement du territoire. Cela éviterait que les départements lui compliquent la vie, ou jouent contre elle, comme ce-

la arrive parfois. Il faudrait que l'Etat cède une part de son budget et non pas des miettes comme aujourd'hui. Malheureusement, le centralisme est dans toutes les têtes, y compris celles des élus régionaux qui sont sous la dépendance de Paris et s'en satisfont. A cause du cumul avec un mandat national. On continue à nous expliquer que c'est bon d'avoir un ministre chez soi, qu'il apporte de l'argent qui tombe de la capitale. Il faut cas-

ser ça, que les régions aient un vrai pouvoir, il faut une coupure nette entre les élus locaux et régionaux et les élus nationaux.

Le projet de réforme territoriale va-t-il dans le bon sens ?

Je note une certaine confusion car on va maintenir deux systèmes avec les conseillers territoriaux. Nicolas Sarkozy a reculé sous la pression du lobby sénatorial. Je crains une nouvelle forme de recentralisation. Que préconisez-vous ?

Il faudrait réduire le nombre de régions, se limiter à une douzaine, renforcer les communes, et conserver les pays. On a préféré garder les départements au lieu d'aider les quelque 300 pays à s'épanouir. Or les Français sont d'accord qu'on supprime les départements. C'est la Région qui tient la corde. Il faudrait aussi clarifier les compétences. Confier par exemple le social aux communes ou aux agglomérations renforcées.

Que vous a inspiré la campagne ?

Malheureusement, on a l'impression qu'on est reparti pour un tour, que ces élections ne vont pas changer grand chose. Parle-t-on vraiment de l'avenir ? Est-ce que quelqu'un évoque la réforme territoriale, le devenir des régions ? Non.

Propos recueillis par Philippe RIVET

« Le pouvoir aux régions, la reconstruction géopolitique du territoire français », L'Harmattan 17,50 euros.